

**APERÇU SUR LES PRIORITES NATIONALES EN LIEN
AVEC LES ACTIVITES DE L'IRES ET VISION DE L'IRES PAR RAPPORT
AUX NOUVELLES POLITIQUES SOCIALES ET ECONOMIQUES
EMERGENTES**

**MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

**REUNION NATIONS-UNIES
FES, MERCREDI 9 DECEMBRE 2015**

PLAN DE LA COMMUNICATION

INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'IRES

A. LES QUESTIONS NATIONALES

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES
2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILLER LES EVOLUTIONS SOCIETALES
3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE
4. CAPITAL IMMATERIEL

B. LA DIMENSION INTERNATIONALE : LE MAROC DANS LE MONDE

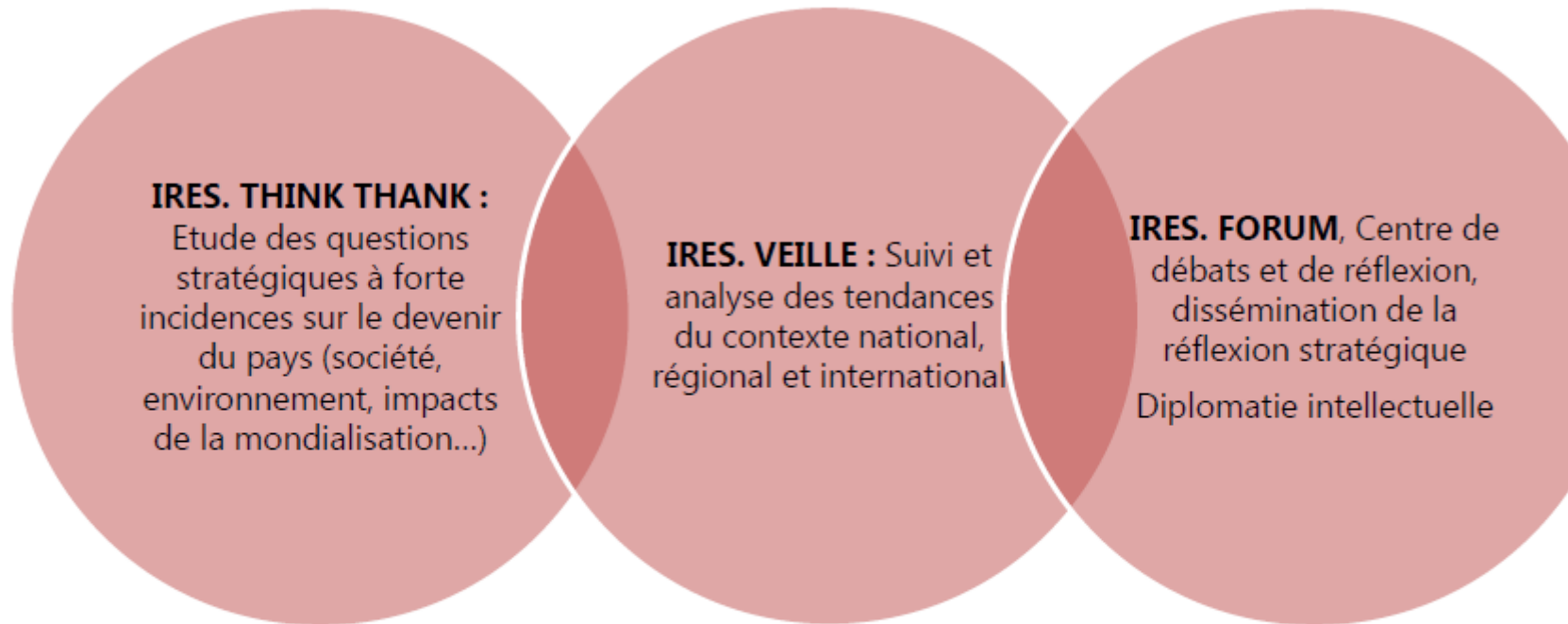
5. GOUVERNANCE MONDIALE
6. DÉCENTREMENT DU MONDE
7. AIRES D'APPARTENANCE ET INFLUENCE REGIONALE

C. LES QUESTIONS GLOBALES

8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)
9. CHANGEMENT CLIMATIQUE
10. DIGITALISATION CROISSANTE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE

CONCLUSION : QUELLES REponses DU MAROC FACE AUX TRANSFORMATIONS SUR LE PLAN NATIONAL ET AUX MUTATIONS D'UN MONDE DE DEMAIN DE PLUS EN PLUS COMPLEXE ?

Les missions de l'IRES



- Un dispositif de réflexion stratégique construit autour de deux axes majeurs : les programmes d'études et la veille stratégique. Il s'agit de deux composantes fortement interdépendantes et qui s'autoalimentent de manière instantanée. Ces deux missions sont relayées par une activité IRES.FORUM, destinée à favoriser, grâce à un débat serein, l'éclosion d'idées novatrices et à partager de nouveaux concepts.

INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'IRES

Les études



LES TROIS NIVEAUX DE REFLEXION

A. LES QUESTIONS NATIONALES

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES
2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILLER LES EVOLUTIONS SOCIETALES
3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE
4. CAPITAL IMMATERIEL

B. LA DIMENSION INTERNATIONALE : LE MAROC DANS LE MONDE

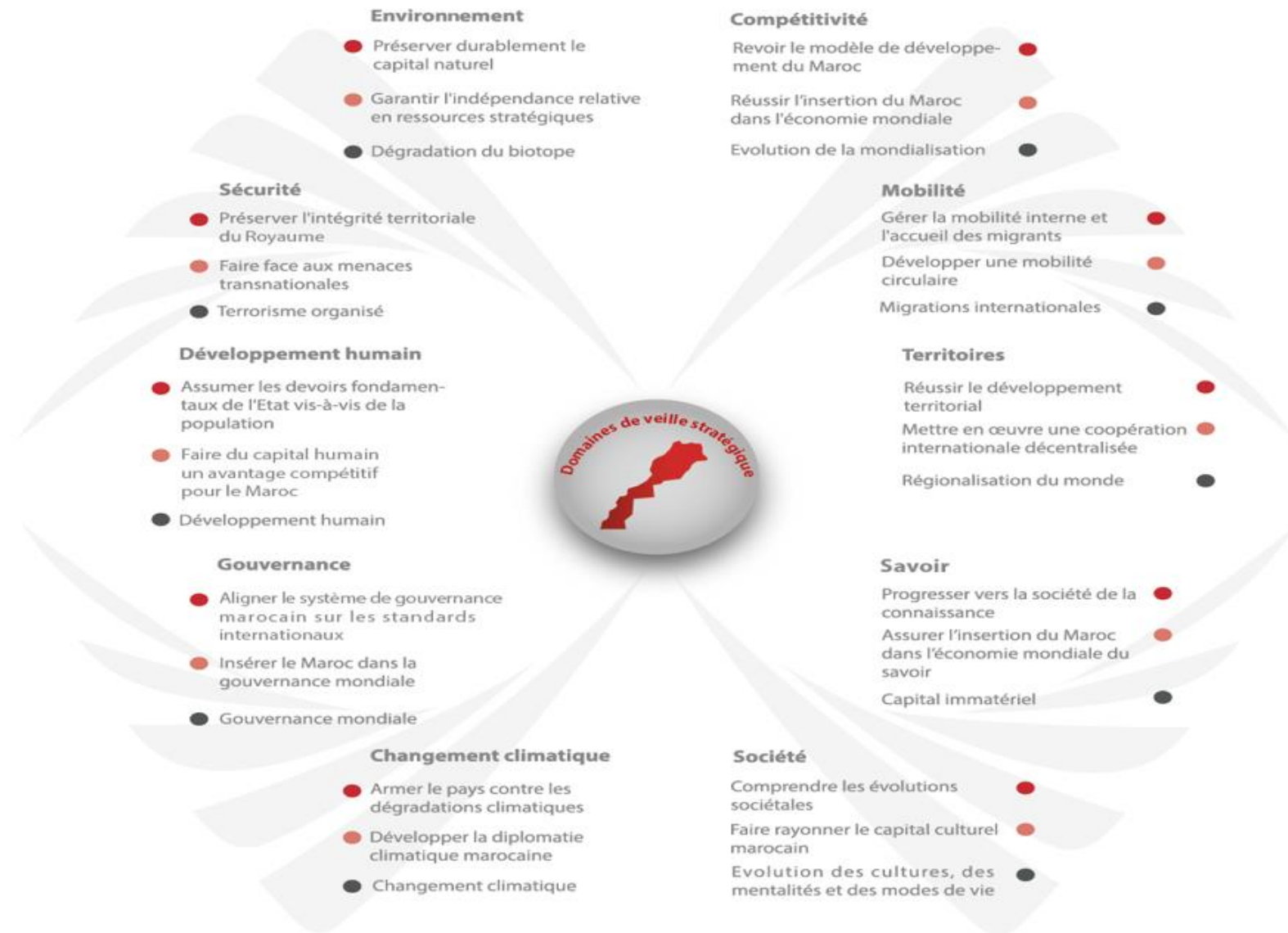
5. GOUVERNANCE MONDIALE
6. DÉCENTREMENT DU MONDE
7. AIRES D'APPARTENANCE ET INFLUENCE REGIONALE

C. LES QUESTIONS GLOBALES

8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)
9. CHANGEMENT CLIMATIQUE
10. DIGITALISATION CROISSANTE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE

INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'IREs

La veille stratégique



A. LES QUESTIONS NATIONALES

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La question globale du changement climatique : un axe central des travaux d'études de l'IRES

- Conscient de la nature des enjeux et des menaces qui pèsent sur le Maroc, l'IRES a inauguré, fin 2007, un important chantier de réflexion sur le changement climatique:
 - Mené selon une approche multidimensionnelle et holistique, pour capter la complexité de ce phénomène : écologique, politique, économique et sociale.
 - Orienté politique publiques pour proposer des réponses durables et politiquement, économiquement et socialement acceptables.
- Le programme d'étude de l'IRES sur le changement climatique a été réalisé en deux phases: une première phase axée sur une approche écosystémique et une seconde phase orientée "sécurité" au sens large du terme.



A mi-novembre 2015, le programme d'études sur le changement climatique a connu la réalisation de 2 rapports stratégiques et 12 rapports thématiques et la mobilisation de 38 chercheurs associés ainsi que l'organisation d'une conférence internationale et d'une vingtaine de séminaires, auxquels ont pris part des experts nationaux et internationaux.

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

Le Maroc : un pays fortement concerné par le changement climatique (1/2)

- Le changement climatique est, aujourd'hui, une réalité à l'échelle internationale et l'impact anthropique sur l'évolution du climat est avéré. Il est, actuellement, considéré comme l'une des menaces les plus sérieuses pour un développement durable de la planète.
- Le changement climatique est devenu une question d'intérêt mondial parce qu'il affecte, à des degrés variables, tous les pays, indépendamment de leur situation géographique.
- Au Maroc, plusieurs constats mettent en évidence une tendance au réchauffement, associée à une réduction des précipitations sur la majeure partie du pays. Depuis les années 60 du siècle dernier :
 - Augmentation des températures moyennes annuelles au Maroc de 0,16°C par décennie, couplée à une diminution significative du nombre de jours froids.
 - Diminution des pluies de printemps de plus de 40% et accroissement de la durée maximale des périodes sèches de 15 jours.
 - Intensification des phénomènes extrêmes, tels que les orages, les averses, les sécheresses et les vagues de chaleur et de froid.

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La vulnérabilité du Maroc face au changement climatique (2/2)

- Une raréfaction des ressources en eau, comme en témoigne la baisse de la ressource hydrique par habitant et par an qui a chuté de 4.074 m³ en 1950 à 670 m³ en 2010 et pourrait descendre en deçà de 500 m³ à l'horizon 2030.
- Une menace sur la sécurité alimentaire, sous l'effet, notamment, du rétrécissement de la base productive de l'agriculture et du renchérissement de la facture alimentaire.
- Des risques importants sur la sécurité sanitaire, avec la résurgence de maladies d'origine hydrique et au développement de maladies émergentes.
- Une fragilisation accrue de l'espace littoral, avec des impacts potentiels sur la sécurité économique.
- Des menaces sérieuses qui pèsent sur la biodiversité due à la surexploitation des ressources naturelles, à la fragmentation et aux pertes d'habitats ainsi qu'à la pollution.
- Une exposition aux impacts de la migration climatique, avec une accentuation de l'exode rural et une intensification de l'immigration subsaharienne.



1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La vision de l'IRES en matière d'adaptation au changement climatique (1/5)

- **Placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques**, en repensant la stratégie de l'eau, selon un horizon temporel lointain, et en la mettant en cohérence avec les stratégies sectorielles. Cela supposerait, aussi de garantir l'approvisionnement à long terme du pays en eau, à travers, entre autres, la réduction substantielle des pertes en eau et la mobilisation des ressources en eau non conventionnelles. Non moins important, l'appropriation collective des enjeux liés à l'eau et le renforcement de la coordination entre les acteurs s'avèrent indispensables.
- **Eriger la sécurité alimentaire au rang des priorités stratégiques.** Outre la prise en compte renforcée, au niveau du Plan Maroc vert et du Plan Halieutis, des contraintes actuelles et futures du changement climatique, cet objectif suppose :
 - la mobilisation du fort potentiel, offert par le progrès technique dans le domaine agricole;
 - la conception et la mise en œuvre, tout en maintenant le principe de précaution, d'une réglementation appropriée, relative aux plantes génétiquement modifiées;
 - le développement des capacités des acteurs publics et privés, œuvrant pour la sécurité alimentaire du pays;
 - la prémunition, dans un contexte de renchérissement des prix des produits agricoles et alimentaires de base, contre les évolutions erratiques des prix sur le marché international;
 - le recours à des mécanismes de protection sociale.

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La vision de l'IRES en matière d'adaptation au changement climatique (2/5)

- **Renforcer la sécurité sanitaire**, dans un contexte de développement de maladies émergentes, moyennant :
 - le développement de l'infrastructure de santé et la révision de la carte sanitaire, en fonction des répercussions différenciées du changement climatique, tout en la relayant d'un dispositif de veille sanitaire performant et anticipatif;
 - la préservation de l'environnement, l'amélioration de sa qualité ainsi que la promotion d'une alimentation équilibrée;
 - l'accélération de la généralisation de la couverture médicale, le renforcement du financement de la santé et l'amélioration de sa gouvernance.
- **Préserver la sécurité économique**, à travers:
 - la sécurisation du développement du littoral, en mettant en œuvre une politique multisectorielle et intégrée, nécessitant une coordination étroite entre les acteurs concernés;
 - l'accroissement de la résilience des activités économiques stratégiques, face au changement climatique, notamment, l'agriculture et le tourisme, en adoptant une vision de très long terme qui tient compte des caractéristiques inhérentes aux territoires.

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La vision de l'IRES en matière d'adaptation au changement climatique (3/5)

- **Faire de l'ancrage à l'économie verte une composante importante du modèle de développement du Maroc :**
 - Mettre en œuvre une feuille de route nationale de l'économie verte en vue de conforter les choix du Royaume en faveur de la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et du développement durable, d'une façon générale.
 - Anticiper, dès à présent, l'émergence de nouveaux modes de production et de consommation, en investissant dans les filières liées à l'économie verte, fortement créatrices d'emplois.
 - Décliner l'option de l'économie verte sur le plan territorial et la corrélér étroitement aux stratégies de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), économie sociale et solidaire, micro-financement de projets verts, microentreprises vertes, services énergétiques de proximité basés sur les énergies renouvelables...
 - Faire de l'économie verte un des métiers mondiaux du pays en vue de faire évoluer, aisément, le modèle de développement du Maroc et l'orienter vers l'économie bleue, concept s'inspirant du cycle biomimétique de la nature.

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La vision de l'IRES en matière d'adaptation au changement climatique (4/5)

- **Adopter une stratégie globale et intégrée pour l'anticipation des risques et la gestion des crises, liés au changement climatique et à l'environnement, de façon générale**
 - Repenser les politiques publiques, de manière à y intégrer effectivement la notion de réduction des risques climatiques et environnementaux et mettre en cohérence la stratégie d'anticipation des risques et de gestion des crises, à caractère climatique avec l'ensemble des politiques publiques, notamment celles orientées vers le développement humain.
 - Assurer une coordination étroite entre les différents intervenants, en matière de prévention des risques et de gestion des crises.
 - Renforcer les capacités nationales et régionales en matière d'anticipation des risques et de gestion des crises, à travers le développement d'une expertise scientifique et technique, constamment mise à jour.
 - Etendre le programme national d'assurance à l'ensemble des catastrophes pour couvrir autant les personnes morales publiques et privées que les personnes physiques et déployer les instruments disponibles au niveau non seulement national, mais aussi international.

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE : ARMER LE PAYS CONTRE LES DEGRADATIONS CLIMATIQUES

La vision de l'IRES en matière d'adaptation au changement climatique (5/5)

- **Mettre en place une gouvernance climatique appropriée et une diplomatie audacieuse:**
 - Développer les capacités des acteurs publics, en charge, directement ou indirectement, de la question environnementale.
 - Equiper le pays d'observatoires pour la surveillance des risques climatiques extrêmes et le suivi des vulnérabilités, face au changement climatique, tout en encourageant l'émergence d'une expertise nationale pour relever les défis inhérents au changement climatique.
 - Effectuer un suivi permanent et une évaluation régulière des investissements sectoriels qui ont une portée de long terme, en renforçant les systèmes d'alerte précoce qui existent et en les généralisant à tous les risques naturels.
 - Poursuivre le recensement des sites vulnérables et en identifiant les zones à risques afin de dissuader les populations à vivre dans ces régions et les acteurs économiques à y réaliser leurs projets d'investissement.
 - Préparer les agglomérations urbaines à faire face à la migration climatique locale et internationale et en les dotant de moyens humains et matériels, leur permettant d'anticiper et de gérer les flux migratoires, tout en intensifiant le recours à la coopération internationale.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILLER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Objectifs poursuivis

Programme entamé en 2009 avec pour ambition :

- **d'interroger** les zones majeures de transformation du lien social dans leur relation avec les processus transitionnels de la société marocaine;
- **de dresser** une cartographie des espaces sociaux les plus touchés par l'affaiblissement du lien social;
- **de mieux appréhender** les signes de relâchement constatés et surtout définir de nouveaux modes de régulation et de renforcement du "vivre ensemble";
- **de comprendre** l'évolution des relations entre les individus et entre ceux-ci et les institutions, et analyser ses impacts sur la cohésion sociale;
- **de proposer** des politiques publiques appropriées.



A mi-novembre 2015, 3 rapports stratégiques et 20 études thématiques ont été réalisées dans le cadre du programme d'études "Lien social", ayant nécessité la mobilisation de plus d'une trentaine de chercheurs associés et d'une soixantaine de doctorants ainsi que l'organisation de 36 séminaires, auxquels ont pris part des personnalités marocaines, des acteurs publics et privés, des experts universitaires et des représentants de la société civile.¹⁶

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Etat du lien social

- Les différents liens sociaux sont d'intensités différenciées. A ce titre, le lien familial éclipse les autres liens sociaux. La famille continue d'être une valeur-refuge pour l'individu. Cependant, les transformations rapides de son système de valeurs ne manquent pas de fragiliser les relations en son sein et, d'une manière générale, le lien social.
- L'intensité variée des liens précités n'est pas sans conséquences sur la confiance interpersonnelle qui baisse de manière significative, à mesure que l'on s'éloigne des proches et des amis, mais elle demeure généralement plus faible dans les villes que dans les campagnes.
- La confiance institutionnelle est fragile, notamment à l'égard de certaines institutions régaliennes et ancillaires pour deux raisons essentielles : la corruption endémique et l'injustice sociale, deux obstacles majeurs au vivre-ensemble.
- La crise de l'intermédiation sociale et politique constitue l'une des manifestations du délitement du lien social. Elle est affectée par la crise des partis, des élites et des corps intermédiaires et se nourrit, en général, des diverses manifestations de défiance.
- Sur le plan des identités collectives, le sentiment d'appartenance nationale chez les Marocains reste fort, mais il est précédé par l'attachement à la religion musulmane. Néanmoins, l'Islam sunnite marocain est soumis, aujourd'hui, à des défis, découlant de l'internationalisation de l'offre religieuse et du radicalisme des mouvements religieux fondamentalistes.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Proposition d'orientations stratégiques (1/2)

- **Pour une politique de restauration de la confiance afin de faire évoluer le Maroc vers une société de droit**
 - Renforcer le règne du droit : égalité devant la loi et mise en œuvre de la réforme de la justice.
 - Institutionnaliser davantage les rapports Etat-citoyens : dépersonnaliser les rapports Etat-citoyens et ouvrir le chantier de l'institutionnalisation.
 - Consolider l'intermédiation et la démocratie participative : encourager l'approche participative à tous les échelons de la vie publique et réhabilitation de l'action politique et de ses acteurs.
 - Lutter contre la corruption, en généralisant entre autres la reddition des comptes.
- **Pour une politique de solidarité économique, sociale et solidaire**
 - Encourager la cohérence et la proximité des politiques publiques au plan spatial.
 - Lutter contre les inégalités sociales et spatiales, notamment, à travers la promotion de mesures discriminations positives en faveur des populations les plus vulnérables.
 - Renforcer les solidarités institutionnelles en parallèle avec les solidarités traditionnelles.
 - Mettre en œuvre une politique de la ville.
 - Elaborer une politique publique à destination des jeunes.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Proposition d'orientations stratégiques (2/2)

- **Pour une politique valorisant l'identité plurielle**
 - Refonder le socle identitaire de la nation : en consolidant la diversité régionale, ethnique et linguistique marocaine et développer les valeurs de citoyenneté, de civisme, d'ouverture et de tolérance.
 - Consolider les acquis de la réforme du champ religieux.
 - Mettre en œuvre une politique culturelle audacieuse et ambitieuse.
 - Développer une politique linguistique en mettant en place une stratégie de communication et d'information en développant le débat d'idées et d'opinions destiné à consolider le sentiment d'appartenance.
 - Développer une politique de recherche en sciences humaines et sociales.
- **Pour une réforme d'envergure des médias** en vue d'accroître leur contribution au renforcement du lien social et de leur permettre de porter le message du Maroc dans le monde.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Les compléments d'enquête : confiance, politiques publiques et demandes sociales (1/6)

Le matérialisme des demandes sociales domine encore le rapport des Marocains aux politiques publiques (logique providentialiste du « toujours plus d'Etat »).

D'où la nécessité de :

- recadrer l'Etat social et atténuer sa perception providentialiste par les citoyens;
- un meilleur ciblage sectoriel des politiques publiques, notamment à destination des classes populaires et moyennes;
- renforcer la territorialisation des politiques publiques;
- faire de la gouvernance des politiques publiques un vecteur de confiance institutionnelle.



Pour les besoins de ce complément d'enquête, 4 focus group sur le terrain et 2 séminaires ont été organisés

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Les compléments d'enquête : Les aspects culturels de la régionalisation (2/6)

La dimension économique ne pouvant à elle seule faire une région, il est important de prendre appui sur la profondeur historique et anthropologique du fait régional au Maroc dans la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Cette réforme audacieuse devrait mobiliser les acteurs locaux autour de la personnalité et des traits culturels des territoires comme :

- puissants symboles d'identification spatiale;
- leviers de développement économique régional;
- ciments du lien social aux plans régional et national;
- facteurs de renforcement de la confiance envers les institutions.



Deux séminaires ont été organisés pour présenter et discuter les résultats de cette étude.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Les compléments d'enquête : Opérationnalisation de la Constitution : quels impacts sur la gouvernance des politiques publiques ? (3/6)

- **L'étude a été réalisée sur un double mode :**
 - une étude transversale;
 - des forums sur les thèmes suivants :

✓ Modes de production des politiques publiques.	✓ Prérogatives constitutionnelles de la société civile.
✓ Reconfiguration du champ politique.	✓ Coûts et impacts du bilinguisme officiel.
- **La Constitution de 2011** est porteuse d'un nouveau projet sociétal. Dans son contexte, une bonne gouvernance des politiques publiques pourrait contribuer à relever quatre défis stratégiques :
 - Stabiliser les repères du nouveau vivre-ensemble national.
 - Améliorer la réactivité des institutions et des administrations publiques.
 - Maîtriser les nouveaux clivages entre l'Etat et la société civile.
 - Conforter la compétitivité globale et régionale du Royaume.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Les compléments d'enquête : Opérationnalisation de la Constitution : quels impacts sur la gouvernance des politiques publiques ? (4/6)

❖ Propositions de l'étude transversale

- Stabiliser les repères du vivre-ensemble national :
 - Promouvoir un discours juridico-politique cohérent et nuancé qui permettrait une interprétation flexible de la Constitution, à même d'adapter son application à des situations autant complexes qu'imprévues.
 - Mettre à contribution les instances de socialisation pour l'appropriation de la Constitution et des textes législatifs y afférents.
 - Réguler la transition entre l'ancien et le nouvel ordre juridique afin d'éviter des ruptures brusques dans les modes de gestion publique.
- Renforcer les capacités des acteurs: partis politiques administration publique, instances de concertation, acteurs associatifs.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Les compléments d'enquête : Opérationnalisation de la Constitution : quels impacts sur la gouvernance des politiques publiques ? (5/6)

- Inciter les acteurs à mobiliser des modes d'intervention adaptés :
 - Inciter le Parlement à s'adapter à ses nouvelles missions constitutionnelles et à intégrer les réflexes d'analyse stratégique et de prospective dans sa pratique législative.
 - Développer l'inter-ministériarité et la planification concertée en vue d'une production législative convergente et proactive.
 - Requérir des départements ministériels l'accompagnement des projets de lois d'études d'impacts.
 - Recourir à l'expérimentation dans le temps et dans l'espace pour optimiser le lancement et la mise en œuvre des chantiers législatifs structurants.
 - Assigner, au-delà de l'approche classique du développement humain, de nouveaux rôles à la société civile, en tant que partie prenante dans l'affermissement de la compétitivité globale du Royaume.

2. LIEN SOCIAL : COMPRENDRE ET SURVEILER LES EVOLUTIONS SOCIETALES

Les compléments d'enquête : Opérationnalisation de la Constitution : quels impacts sur la gouvernance des politiques publiques ? (6/6)

❖ Suggestions relatives aux chantiers structurants

- Axer la mise en œuvre des nouvelles prérogatives de la société civile sur une appropriation responsable de la démocratie participative.
- Asseoir les bases d'une gouvernance linguistique, en faisant du bilinguisme officiel un gage de diversité culturelle et d'intégration nationale.
- Renforcer les capacités du système judiciaire et faire de ce dernier un levier de confiance institutionnelle et de consolidation des mécanismes de reddition des comptes.

3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE

Six axes prioritaires en termes de traitement de la compétitivité globale du Maroc



3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE

Etat de la compétitivité globale (1/2)

- Le programme d'études "**Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé**" a pour but d'examiner l'état de la compétitivité du pays et de déterminer les forces et les faiblesses de son positionnement international, tout en tenant compte des transformations structurelles, à moyen et long terme.
- En matière de compétitivité, le Maroc dispose d'atouts considérables qui constituent des leviers importants à mobiliser afin d'accélérer le processus de développement global du pays et d'assurer sa meilleure insertion dans l'économie mondiale : position géostratégique privilégiée, stabilité politique, ouverture sur l'extérieur...
- Il jouit d'une vocation réformatrice qui lui confère une longueur d'avance par rapport à son voisinage et mène des projets structurants de développement. La communauté marocaine résidant à l'étranger est riche et diversifiée.



A mi-novembre 2015, le programme d'études sur la compétitivité globale a mis à contribution 42 chercheurs associés et a connu l'achèvement d'un rapport stratégique de synthèse et de 11 études thématiques dont les conclusions ont été discutées dans une quarantaine de séminaires.

3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE

Etat de la compétitivité globale (2/2)

Cependant, l'étude de la compétitivité globale du Maroc a mis en exergue les fragilités mentionnées ci-après :

- Un positionnement mondial du Maroc bien en deçà des aspirations du pays.
- Des performances économiques mitigées.
- Une contribution limitée du capital humain à la compétitivité globale.
- Une compétitivité institutionnelle insuffisante qui impacte, négativement, le rythme de développement du pays.
- Des accords de libre-échange qui profitent plus aux partenaires qu'au Maroc.
- Un schéma de partenariat à diversifier pour saisir les opportunités du contexte international et pour mieux faire face à ses contrariétés.

En outre, la durabilité du modèle de développement n'est pas complètement assurée : un régime de croissance encore générateur d'inégalités, un marché intérieur dont la dynamique profite davantage aux importations et des options de développement, affectant les équilibres environnementaux.

3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE

Proposition d'orientations stratégiques (1/2)

Les développements précédents plaident en faveur de l'élaboration d'une stratégie de compétitivité globale et intégrée du Maroc dont la finalité première serait la création intensive d'emplois stables et qui pourrait s'articuler autour de deux axes majeurs, déclinés en treize orientations :

- **Revoir le modèle de développement marocain et agir sur les déterminants structurels de la compétitivité**
 - Sécuriser la trajectoire de développement du pays.
 - Favoriser le développement du capital humain et en faire le socle des avantages compétitifs du Maroc.
 - Accélérer la cadence des réformes et améliorer leur cohérence d'ensemble.
 - Faire de l'ancrage à l'économie bleue un levier de positionnement dans le monde post-crise.
 - Revoir la politique commerciale extérieure pour la rendre étroitement corrélée aux autres politiques publiques.

3. COMPETITIVITE : ACCELERER LA TRANSITION VERS L'EMERGENCE ECONOMIQUE

Proposition d'orientations stratégiques (2/2)

- **Assurer un meilleur positionnement du Maroc dans la mondialisation**
 - Réunir les conditions d'une mise en œuvre adéquate de la politique étrangère en vue d'améliorer le statut de puissance attractive du Maroc.
 - Concrétiser les dispositions du statut avancé Maroc-Union européenne par l'adoption d'une stratégie nationale de convergence réglementaire.
 - Etablir les relations avec l'Espagne sur des bases solides et pérennes.
 - Renforcer la place de l'Afrique dans les choix stratégiques du Maroc.
 - Relancer la coopération entre le Maroc et l'Algérie pour promouvoir l'intégration maghrébine.
 - Etendre le partenariat stratégique avec les pays du Conseil de Coopération du Golfe aux secteurs économiques porteurs.
 - Diversifier les alliances stratégiques du Maroc pour qu'il puisse s'adapter aux nouvelles réalités géostratégiques.
 - Approfondir l'ancrage du Maroc à son espace atlantique.

4. CAPITAL IMMATERIEL

Introduction : le concept de capital immatériel

- Le concept du capital immatériel constitue l'un des concepts novateurs utilisés pour la mesure de la richesse des nations. Il offre un cadre d'évaluation cohérent des politiques publiques, permettant de comprendre la dynamique de création de la richesse nationale, d'en identifier les ressorts internes et externes et d'optimiser, par ricochet, le processus de conception et de mise en œuvre des réformes et des programmes publics.
- Le Maroc figure parmi les premiers pays qui ont fait le choix volontaire et délibéré de conduire une évaluation de leur richesse globale et immatérielle (Discours du Trône de 2014).
- Disposant d'une compétence en matière d'analyse et de maîtrise des concepts émergents, l'IRES a procédé à l'évaluation de la richesse globale du Maroc et du capital immatériel :
 - Evaluation financière, en partenariat avec le cabinet Goodwill-management, du capital immatériel du Maroc pour la période 1998-2013 selon la méthode de la Banque Mondiale, à laquelle, des correctifs ont été introduits afin de tenir compte des spécificités du Royaume et selon la méthode dénommée "Thésaurus-Bercy-Territoires".
 - Evaluation qualitative ou extra-financière fine réalisée par l'IRES.

4. CAPITAL IMMATERIEL

Résultats des évaluations

- **Richesse globale du Maroc :**
 - ayant doublé entre 1998 et 2013 contre 86% pour le PIB,
 - avec une part du capital immatériel dans la richesse globale : 77%.
- Actifs qui constituent la plus grande part de la richesse globale du Maroc sont :
 - le capital humain (y compris le capital social) : 56% à 61%;
 - le capital produit : 18% à 20%;
 - le capital naturel : 7% à 15%;
 - le capital de marque : 5% à 6%;
 - le capital savoir et technologies : 4% à 5%.

4. CAPITAL IMMATERIEL

Positionnement international du Maroc au titre du capital immatériel en 2005 (méthode de la Banque Mondiale)

- Classement international relatif au poids du capital immatériel dans la richesse globale : le Maroc a occupé la 76^{ème} position sur 152 pays en 2005.



Source : Calcul IRES sur la base des données de la Banque Mondiale

- Le Maroc a dépassé la moyenne du groupe à revenu moyen de la tranche supérieure (71%) et s'est rapproché de la moyenne du groupe de pays à revenu élevé, composé des pays de l'OCDE (82%).
- Par rapport aux pays de la région MENA, le Maroc affiche un poids du capital immatériel qui dépasse largement la moyenne régionale, qui est de 41% en 2005.

4. CAPITAL IMMATERIEL

- **Atouts du Maroc**

- Une cohésion sociale qui résulte d'un fort attachement à la Monarchie, à l'Islam et à la famille.
- Un capital de marque dont le poids dans la richesse globale est conséquent (Le Maroc jouit d'une image internationale, globalement positive).
- Un patrimoine culturel de grande valeur mais qui contribue que faiblement à la richesse globale du Royaume et à son rayonnement à l'international.

- **Insuffisances**

- Le capital humain dont la situation est aggravée par la crise de l'école.
- Un capital savoir et technologies qui pâtit de la faible insertion du Maroc dans l'économie du savoir et de l'innovation et qui ne tire pas profit des compétences que recèlent les Marocains du Monde.
- Une gouvernance publique, à améliorer substantiellement (problème de cohérence des politiques publiques et de coordination).
- Une gouvernance privée qui doit accomplir un grand saut en avant (Emergence de champions nationaux dans certains secteurs porteurs, mais persistance d'un tissu productif de PME, peu compétitives et faiblement intégrées dans les chaînes de valeurs mondiales).
- Un capital relationnel, à fort potentiel, mais dont le Royaume ne tire pas suffisamment profit (notamment des accords de partenariat).

4. CAPITAL IMMATERIEL

Recommandations

- **Politiques publiques : Doter le Royaume d'une vision de moyen et long terme pour ce qui est du capital immatériel**
 - Faire du capital immatériel le socle des avantages compétitifs du Maroc et un des piliers de sa cohésion sociale.
 - Mener une lutte vigoureuse contre les inégalités afin de consolider le capital social.
 - Revoir de fond en comble la gouvernance des secteurs, directement liés au capital immatériel afin de renforcer entre autres la confiance institutionnelle.
- **Mesures d'accompagnement**
 - L'appropriation collective du concept du capital immatériel .
 - La consolidation du système national d'information et son adaptation aux exigences en termes de données quantitatives et qualitatives sur le capital immatériel.
 - Le recours à des approches holistiques et intégrées en matière de conduite des réformes et des programmes publics.

B. LA DIMENSION INTERNATIONALE : LE MAROC DANS LE MONDE

5. GOUVERNANCE MONDIALE

Une crise de gouvernance mondiale

Un système de gouvernance mondiale, qui reflète une réalité géostratégique en déphasage avec les rapports de force actuels, notamment pour ce qui est de la composition du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Une crise systémique de 2008, qui annonce l'amorce d'une révision du positionnement de certaines puissances émergentes, notamment au sein du FMI et la mise en place d'une nouvelle enceinte de concertation, le G20, en charge plus particulièrement des dysfonctionnements du système financier international. Cette enceinte a la particularité d'être plus inclusive puisqu'elle intègre plusieurs pays du Sud.

Malgré l'ouverture graduelle du système de gouvernance mondiale, celui-ci peine encore à prendre les décisions qui s'imposent.



Réunion du G20 à Washington, 2008

5. GOUVERNANCE MONDIALE

Le Maroc face à la problématique de la gouvernance mondiale (1/2)

MENACES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Instabilité récurrente du système économique et financier international → Déclenchement d'une spirale de récessions prolongées.	Restaurer rapidement les équilibres macroéconomiques. Poursuivre la convergence normative du système financier et renforcer sa résilience aux chocs exogènes.	Faire du Maroc un pays émergent à part entière et préparer, éventuellement, l'adhésion du pays à certaines organisations internationales importantes comme l'OCDE.
Tentations protectionnistes qui pourraient favoriser un recentrage des économies sur leur voisinage et engendrer la constitution de blocs régionaux peu ouverts sur l'extérieur.	Développer le marché intérieur pour servir de base arrière aux firmes nationales.	Mobiliser le potentiel de l'intégration régionale du Maroc dans les aires d'appartenance à tous les niveaux (échanges commerciaux, attractivité des IDE, coopération énergétique...).
Insécurité alimentaire grandissante.	Assurer l'autosuffisance du Royaume en denrées alimentaires stratégiques, à travers la sauvegarde de la base productive et l'investissement massif dans l'accroissement de la productivité.	Faire de l'OCP un opérateur mondial dans le domaine de la sécurité alimentaire. (une diplomatie des phosphates).
Accentuation des risques sécuritaires.	Opérationnaliser le Conseil Supérieur de Sécurité (anticipation, alerte et gestion de crises).	S'ériger en acteur majeur de stabilité au niveau régional (africain et arabe) et international (opération de maintien de la paix : ONU; OTAN) .

5. GOUVERNANCE MONDIALE

Le Maroc face à la problématique de la gouvernance mondiale (2/2)

OPPORTUNITÉS	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Emergence du multilatéralisme (monde zéro-polaire), favorisant le partage de la responsabilité des affaires du monde.	Accroître les capacités du pays en termes d'appropriation des problématiques mondiales (connaissances approfondies des questions globales, capacités de négociation et de proposition avérées...).	Nouer une nouvelle stratégie d'alliances et de partenariats (coopération Sud-Sud, alliances triangulaires en matière de coopération pour le développement).
Développement du Soft Power en tant qu'instrument à la portée des pays émergents et en développement.	Accélérer la mise en œuvre des réformes introduites par la Constitution de 2011, qui consacre l'irréversibilité des choix démocratiques et constitutionnalise la bonne gouvernance des institutions.	Accentuer le rôle de Soft Power du Maroc pour renforcer son positionnement en tant que partenaire crédible. Le Maroc a une certaine influence au sein de la communauté internationale grâce à sa diplomatie culturelle et ses efforts de médiation.

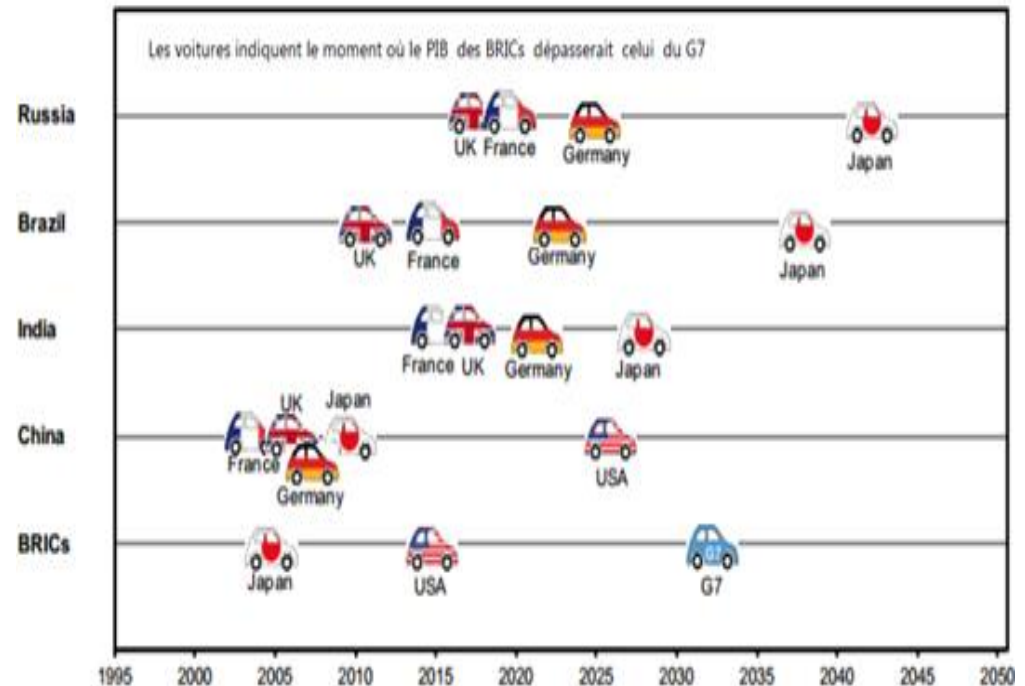
RUPTURES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
L'émergence d'une Chine hégémonique pourrait fortement altérer les effets bénéfiques du zéro-polaire, mais aussi, fortement contribuer à "désoccidentaliser" l'avenir mondial.	Intensifier la modernisation compétitive du tissu productif national pour développer sa capacité à mieux faire face aux chocs concurrentiels. Approfondir les connaissances sur la Chine, y compris à travers la création de centres de recherche sur ce pays.	Renforcer le dialogue politique et la coopération économique du Maroc avec la Chine et au niveau des aires d'appartenance du Royaume.

6. DÉCENTREMENT DU MONDE

Vers la fin de la domination économique occidentale ?

- Le poids économique des pays émergents devrait dépasser celui des pays développés. Les économies émergentes représenteraient en 2040 :
 - 60% du PIB mondial;
 - 45% du le commerce mondial (contre 34% en 2010);
 - 65% des biens manufacturés, importés par les pays développés contre 40% en 2010.
- Ces évolutions seraient imputables à la dynamique des flux des IDE reçus par les pays émergents, à l'essor de leur marché intérieur et à leur dynamique démographique, quoique variable selon les pays.

Rythme de rattrapage des BRICs en termes du PIB



Source : GS Global ECS Research

6. DÉCENTREMENT DU MONDE

Se préparer aux effets induits par le décentrement du monde (1/3)

MENACES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Les fortes pressions concurrentielles que les pays émergents font peser sur le marché domestique et sur les marchés traditionnels de l'export marocain, ainsi que sur la captation des flux d'IDE.	Procéder à la refonte du modèle de développement pour améliorer sa viabilité économique et sa soutenabilité environnementale, mais aussi, la stabilité sociale du Maroc dans son ensemble. Donner la priorité au développement du capital humain et de l'innovation technologique, pour asseoir les avantages compétitifs du pays sur des bases solides.	Dynamiser les actions de la diplomatie économique du Maroc, en général, et en direction des pays émergents.

6. DÉCENTREMENT DU MONDE

Se préparer aux effets induits par le décentrement du monde (2/3)

OPPORTUNITÉS	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Les relais de croissance que représentent les BRICs et l'Afrique, qui offrent de nouveaux marchés potentiels et de nouvelles sources d'IDE.	Edifier une base industrielle solide et en faire un levier de transformation du profil de spécialisation de l'économie marocaine.	Approfondir le cadre de coopération avec les pays émergents et préparer les conditions nécessaires à un partenariat stratégique.
L'émergence de stratégies de marque-pays ou de « nation branding ».	Elaborer une stratégie de marque Maroc, basée sur la valorisation des éléments identitaires distinctifs du Maroc, notamment dans leur dimension immatérielle. Améliorer substantiellement la gouvernance du système de promotion économique en vue de renforcer son efficacité.	Mener une communication stratégique appropriée sur l'image du Maroc à l'international. Promouvoir les secteurs-phares à même de rehausser le positionnement concurrentiel de l'offre exportable marocaine. Encourager les entreprises nationales à développer leurs marques.

6. DÉCENTREMENT DU MONDE

Se préparer aux effets induits par le décentrement du monde (3/3)

RUPTURES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Décentrement de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique → Fin de l'hégémonie économique occidentale ?	Poursuivre l'amélioration du climat général des affaires pour accroître les capacités attractives de l'économie marocaine.	Etablir une stratégie de partenariat globale avec les puissances émergentes d'Asie, adaptée aux nouvelles réalités géostratégiques. Centrer la coopération avec les pays émergents d'Asie sur les secteurs porteurs, en l'occurrence ceux relevant des métiers mondiaux du Maroc. Optimiser la coopération avec les partenaires traditionnels du Maroc.
Introduction de l'automatisation au niveau de l'industrie, de l'agriculture et des services.	Rattraper le retard technologique par rapport aux pays développés et émergents.	Mettre en place des programmes spécifiques de coopération avec les partenaires du Maroc pour faciliter le transfert de savoir et de savoir-faire.

7. AIRES D'APPARTENANCE ET INFLUENCE REGIONALE

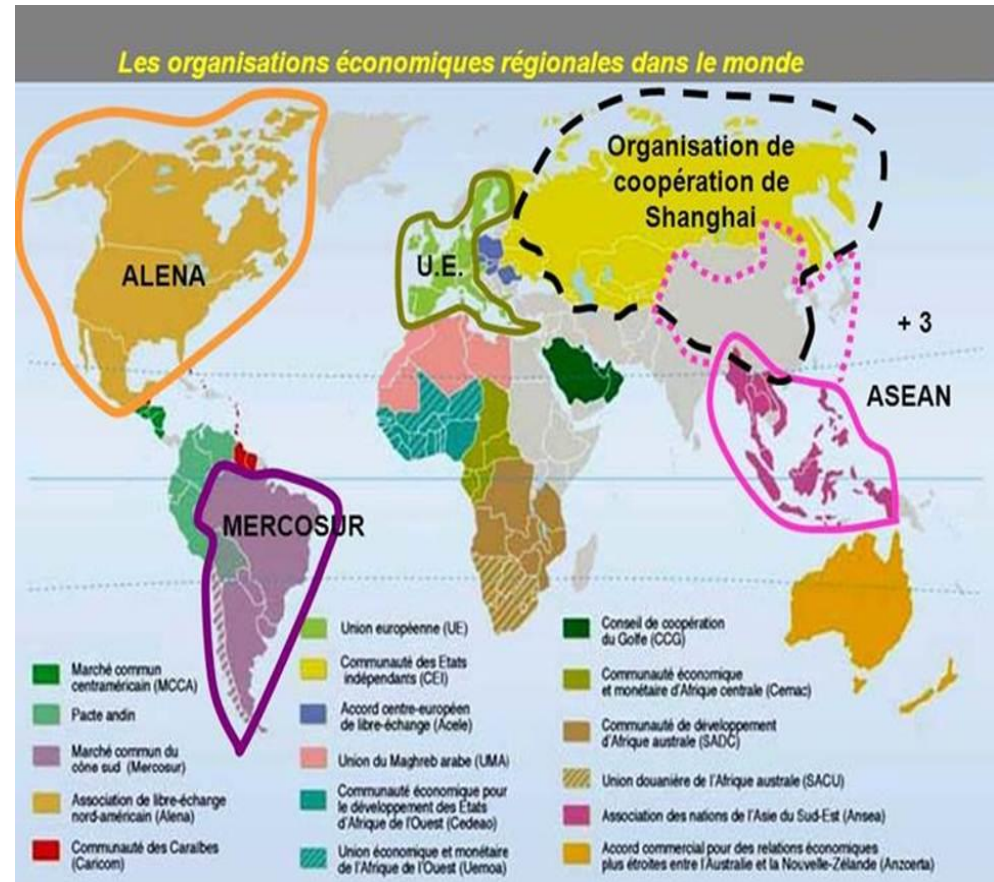
Une aire d'appartenance en recomposition

Un nouveau paysage géostratégique mondial se dessine, consacrant la prééminence des espaces intégrés, fortement centrés sur le voisinage.

L'accès aux ressources naturelles et la conquête de nouvelles positions commerciales font l'objet d'une concurrence acharnée entre puissances émergentes et pays développés. Plus que jamais l'Afrique incarne de tels espaces-clés où se déploie le jeu de ces puissances.

Pour s'adapter à la mondialisation systémique de la planète, les espaces intégrés débordent leurs frontières géographiques, comme le montrent les liens étroits que tissent la Chine et l'Afrique.

La composante culturelle devient un déterminant puissant des stratégies d'alliance et de partenariat, dessinant une nouvelle géopolitique du monde.



7. AIRES D'APPARTENANCE ET INFLUENCE REGIONALE

Faire des aires d'appartenance un levier de renforcement de l'influence régionale du Maroc (1/3)

MENACES	PRIORITES EXTERNES
Un contexte économique difficile en Europe, principal partenaire du Maroc.	Mobiliser efficacement le potentiel de la coopération avec l'Europe, tout en favorisant la diversification des partenaires.
Des effets de contagion, suscités par un voisinage instable et ce, bien que le Maroc fasse figure de singularité dans la crise que traverse le monde arabe.	Mettre l'expérience du Maroc au profit des pays du Maghreb et du monde arabe qui souhaitent accélérer leur transition démocratique.
Une menace terroriste bien réelle puisque le Maroc, qui n'est pas exempt des risques sécuritaires induits par la précarité de la situation au Sahel, est la cible de groupes terroristes depuis 2003.	Contribuer à l'éradication du terrorisme et du crime organisé : ✓ au Sahel par la promotion du développement humain dans la région, ✓ au Moyen-Orient par la présence renforcée du Maroc au sein des mécanismes de coopération internationale.

7. AIRES D'APPARTENANCE ET INFLUENCE REGIONALE

Faire des aires d'appartenance un levier de renforcement de l'influence régionale du Maroc (2/3)

OPPORTUNITÉS	PRIORITES EXTERNES
Une région arabe en recomposition, au sein de laquelle le Maroc pourrait exercer plus efficacement son rôle d'influence.	Contribuer à l'édification d'un nouvel ordre arabe fondé sur la démocratie et la prospérité partagée. Adapter le schéma des partenariats et des alliances stratégiques avec le monde arabe, en consolidant davantage la présence marocaine dans la région et dans les institutions pana-arabes
Un contexte propice en Méditerranée pour développer de réelles complémentarités régionales entre les différents pays riverains.	Faire du statut avancé et de l'ALECA, en cours de négociation, un vecteur d'intégration du Maroc au marché communautaire. Œuvrer en faveur de la dynamisation de la politique européenne de voisinage, en promouvant une nouvelle vision de la politique européenne de voisinage, qui soit adaptée au nouveau contexte régional "post-printemps arabe" et qui va bien au-delà de l'intégration par le libre-échange.
Un continent africain objet d'une concurrence effrénée entre puissances mondiales, en quête de nouveaux débouchés et d'opportunités d'investissement.	Concrétiser les actions de coopération structurantes issues des différentes Visites Royales en Afrique de l'Ouest. Encourager les PME marocaines à internationaliser leurs opérations en Afrique. Etoffer le réseau diplomatique du Maroc en Afrique Australe et de l'Est et développer les relations avec cette partie du continent.

7. AIRES D'APPARTENANCE ET INFLUENCE REGIONALE

Faire des aires d'appartenance un levier de renforcement de l'influence régionale du Maroc (3/3)

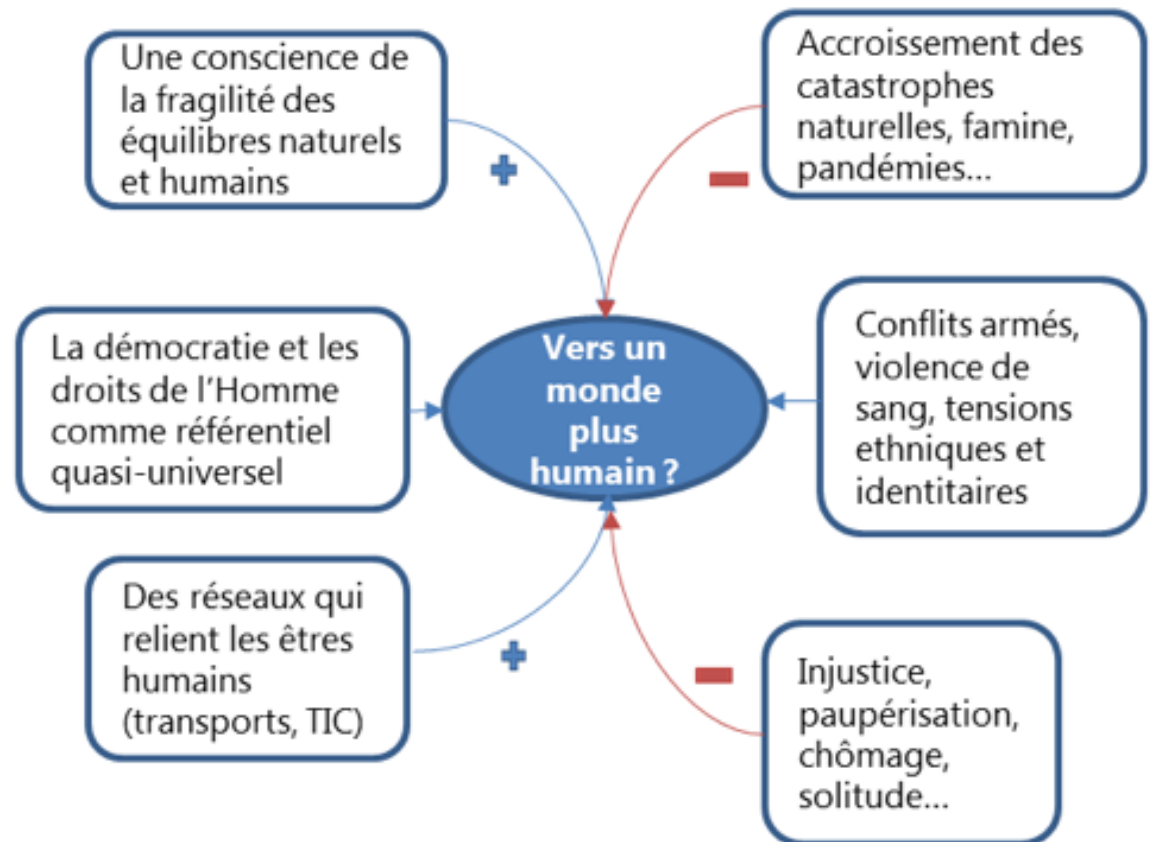
RUPTURES	PRIORITES EXTERNES
La radicalisation de certains pays musulmans pourrait venir battre en brèche les solidarités traditionnelles du monde arabe.	Renforcer la diplomatie spirituelle du Maroc en partageant l'expérience marocaine en matière de gestion de la chose religieuse avec les pays partenaires de la région.
Un changement de régime probable dans certains pays maghrébins pourrait conduire à une recrudescence des tensions dans la région ou favoriser l'édification d'un nouvel ordre maghrébin ouvert.	Participer activement à « l'émergence d'un ordre maghrébin nouveau, sur la base de l'esprit et de la lettre du traité de Marrakech ». (Discours de Sa Majesté Le Roi devant l'Assemblée nationale constituante tunisienne, juin 2014).

C. LES QUESTIONS GLOBALES

8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)

Plus ou moins d'humanité...

"Par "être humain" ou "faire preuve d'humanité", nous désignons les qualités de l'homme lorsqu'il se montre **altruiste et sociable, digne et respectueux.** "



8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)

- Fruit de la société de consommation, de la valorisation de la réussite économique et d'un certain désenchantement du monde, un nouvel état d'esprit s'est imposé progressivement ces trente dernières années. Plus dur, parfois plus violent, il fait passer la compétition et l'égoïsme devant la solidarité et le respect des différences.
- La paupérisation, les multiples menaces pesant sur la sécurité, la santé, voire la liberté, mais surtout le manque de repères et le sentiment d'injustice sociale face aux richesses étalées ou perçues à travers les médias engendrent une crise généralisée de la confiance dans les institutions humaines.
- Celle-ci est renforcée par le visage souvent inhumain de la mondialisation : dictature des marchés financiers, aggravation de la fracture économique entre pays ou à l'intérieur d'un même pays, corruption généralisée, fossé accru entre très riches et très pauvres. Serions-nous condamnés à perdre notre humanité dans cette société mondialisée, où la violence semble l'emporter inexorablement sur les règles du vivre ensemble ?

8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)

MENACES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
L'internationalisation de l'offre religieuse et le radicalisme des mouvements fondamentalistes, importés de l'extérieur qui pourraient affecter la quiétude spirituelle des Marocains du Maroc et du Monde.	Poursuivre la maîtrise du champ religieux afin d'immuniser la société marocaine contre les courants religieux extrémistes.	Promouvoir le modèle marocain, fondé sur l'Islam Sunnite modéré et tolérant.
L'accentuation de la menace terroriste et criminelle	Consolider l'approche multidimensionnelle marocaine de lutte contre le terrorisme, axée sur le développement humain par le biais de projets socio-économiques.	Intensifier la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale (échange d'informations, coopération judiciaire, enquêtes conjointes...).
La détérioration de la confiance interpersonnelle et institutionnelle qui risque de remettre en cause l'autorité de l'Etat.	Restaurer la confiance institutionnelle. Favoriser l'appropriation collective des enjeux nationaux, à travers des approches inclusives. Faciliter le rôle de la société civile.	Faire de l'ancrage aux valeurs de démocratie et de gouvernance participative un axe central de la coopération internationale du Maroc, conformément à la Constitution de 2011.

8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)

OPPORTUNITÉS	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
La prise de conscience de la communauté internationale en faveur du dialogue des civilisations pour lutter contre les dérapages extrémistes.	Promouvoir un discours basé sur l'ouverture, l'échange et le brassage culturel.	Conforter le rôle du Maroc en tant qu'acteur actif dans le dialogue interculturel et interculturel et de pont entre l'Islam et l'Occident.
La singularité de l'identité plurielle marocaine dans son voisinage arabe et sud-méditerranéen.	Préserver la singularité de l'identité marocaine en menant une politique de l'identité qui favorise le multiculturalisme et le métissage social et culturel. Parachever la transition démocratique du pays et faire évoluer le Maroc d'une société de liens à une société de droits.	Développer la diplomatie culturelle et la mettre au service du rayonnement du Maroc à l'international et de la promotion du modèle marocain de coexistence des différentes religions.

8. VERS UN MONDE PLUS HUMAIN (y compris la question sécuritaire)

RUPTURES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
L'émergence d'une nouvelle génération de jeunes Marocains présentant les caractéristiques de l'Alien Generation serait un facteur de rupture significatif dont la prise en compte ne devrait pas être négligée.	Mettre en œuvre une politique publique intégrée spécifiquement dédiée aux jeunes.	Intégrer la question des jeunes en tant que dimension importante de la coopération avec les pays partenaires.

9. CHANGEMENT CLIMATIQUE

Se doter d'une diplomatie climatique à la hauteur des enjeux (1/2)

MENACES	RAPPEL DES PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Accentuation du stress hydrique qui pourrait conduire à la pénurie d'eau. Menace sérieuse sur la sécurité alimentaire du pays (altération des bases productives). Vulnérabilité accrue du littoral qui pourrait affecter la sécurité économique et humaine du pays. Menace sur la sécurité sanitaire, avec l'émergence des maladies liées au climat.	Mettre en place une stratégie globale d'adaptation et d'atténuation des conséquences du changement climatique. Cette stratégie serait fondée sur la trilogie « Savoir-Réagir-Prévenir ».	Doter le Maroc d'une diplomatie climatique influente et en faire un levier de positionnement international du pays sur les questions environnementales et climatiques : • Réussir la COP 22, programmée en décembre 2016 au Maroc. • Elaborer un projet national centré sur les véritables enjeux climatiques du pays, devant constituer le cœur du mandat de la diplomatie climatique du Maroc. • Développer de nouvelles alliances avec les groupes de négociations climatiques, ayant les mêmes intérêts stratégiques que le Royaume (Union Pour la Méditerranée et CEN-SAD..). • Renforcer les capacités de négociation du Maroc et de maîtrise des enjeux climatiques internationaux.

9. CHANGEMENT CLIMATIQUE

Se doter d'une diplomatie climatique à la hauteur des enjeux (2/2)

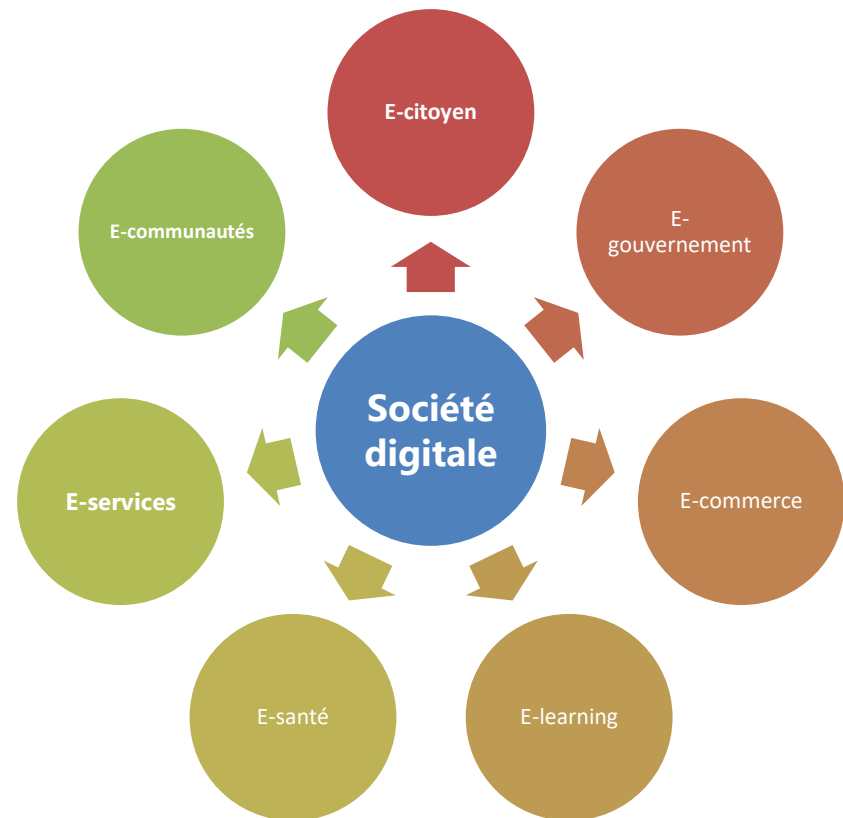
OPPORTUNITÉS	RAPPEL DES PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Potentiel du marché de l'économie bleue.	Faire de l'économie bleue le socle des choix de politiques publiques et de développement territorial du Maroc.	Se positionner favorablement sur les créneaux porteurs de l'économie bleue et devenir un acteur majeur, en matière de production des technologies propres.
Possibilités de financement dans le cadre des mécanismes de coopération internationale.	Développer le partenariat public-privé.	Mobiliser le potentiel de coopération bilatérale et multilatérale, en termes de financement et de renforcement des capacités.
RUPTURES	RAPPEL DES PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
L'avenir des énergies renouvelables est prometteur, mais demeure entaché d'incertitudes.	Réussir la transition énergétique du Maroc	Capitaliser l'expérience marocaine et faire du Maroc une plateforme régionale de référence en matière d'énergies renouvelables.

La révolution digitale

Le rôle des flux exponentiels d'information (accès et contenus) et le développement des technologies numériques (*hard-* et *soft-*wares) ont fait entrer le monde dans une révolution systémique sans précédent.

Cette digitalisation de l'économie comme de la société se traduit par la dématérialisation de nombreuses activités (e-commerce, e-learning, e-administration...), mais aussi par l'automatisation rapide d'une grande diversité de métiers et par un bouleversement qui s'annonce radical de la production industrielle.

La fracture numérique qui traverse le monde amplifie et accélère l'écart croissant entre les info-riches et les info-pauvres, les "haut-débit" et les "zéro accès", les connectés et les déconnectés de l'univers digital.



Environnement de la société digitale

10. DIGITALISATION CROISSANTE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE

S'adapter à la digitalisation croissante de l'économie et de la société (1/3)

MENACES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
La fracture numérique qui risque de marginaliser le Maroc vis à vis d'autres pays.	Accélérer la mise en œuvre du plan national pour le développement du haut et très haut débit. Généraliser l'usage et l'équipement en technologies de l'information pour les acteurs de l'enseignement et les différentes catégories socio-professionnelles.	Développer la coopération du Royaume avec les pays partenaires, dont notamment ceux d'Europe, pour résorber la fracture numérique.
Les cyber-attaques qui menacent les infrastructures critiques.	Rendre cohérent l'arsenal juridique marocain avec la convention internationale sur la cybercriminalité ratifiée en 2013. Mettre en œuvre, sur le plan de la cyber-sécurité, une vision stratégique globale, s'appuyant sur la culture de l'anticipation des risques et le développement de la coopération entre les pouvoirs publics, les opérateurs privés, la communauté scientifique et les usagers.	Tirer profit du potentiel de coopération internationale en matière de lutte contre la cybercriminalité.

10. DIGITALISATION CROISSANTE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE

S'adapter à la digitalisation croissante de l'économie et de la société (2/3)

OPPORTUNITÉS	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
La dématérialisation des données publiques, qui contribuerait à fluidifier une administration souvent engorgée.	Renforcer le cadre législatif pour instaurer la confiance numérique. Dématérialiser les documents commerciaux et douaniers.	Recourir à la coopération bilatérale et multilatérale pour développer des compétences alignées sur les standards technologiques internationaux, au niveau notamment de l'administration.
Les technologies de l'information et de communication sont porteuses de nouveaux emplois et filières.	Faire des technologies de l'information un vecteur de développement du Royaume.	Positionner à terme le Maroc comme un hub technologique régional.
L'utilisation des réseaux sociaux qui pourrait permettre au Maroc d'accroître sa visibilité et de développer sa e-réputation et sa e-diplomatie.	Développer un contenu numérique national de référence.	Promouvoir une e-diplomatie au service de la défense des intérêts stratégiques du Maroc, dont notamment la cause nationale (encouragement de la présence des diplomates sur les réseaux sociaux, notamment Twitter; mise à contribution des acteurs de la diplomatie parallèle à l'effort de communication à travers les réseaux sociaux...).

10. DIGITALISATION CROISSANTE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE

S'adapter à la digitalisation croissante de l'économie et de la société (3/3)

RUPTURES	PRIORITES INTERNES	PRIORITES EXTERNES
Développement du Big Data et recours croissant à l'ouverture des données publiques.	Accroître les capacités du pays en matière d'appropriation des technologies liées au Big Data. Renforcer la sécurité des données, notamment ceux à caractère personnel.	Mettre à contribution la diplomatie pour attirer les investisseurs, intéressés par le développement des nouvelles technologies du Big Data au Maroc.

CONCLUSION

Quelles réponses du Maroc face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain de plus en plus complexe ? (1/5)

- En plus de la défense de l'intégrité territoriale, les **priorités internes** sont les suivantes :

❖ **Changement climatique**

- Le positionnement du Maroc sur les créneaux porteurs de l'économie verte et de l'économie bleue (donner la priorité à l'adaptation au changement climatique et réussir la transition énergétique);
- Le placement de la question de l'eau, et plus généralement celle du climat, au cœur des politiques publiques dans le cadre d'une gouvernance climatique appropriée;
- L'érection de la sécurité alimentaire au rang des priorités stratégiques, le renforcement de la sécurité sanitaire et la préservation de la sécurité économique;
- L'adoption d'une stratégie globale et intégrée pour l'anticipation des risques et la gestion des crises.

CONCLUSION

Quelles réponses du Maroc face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain de plus en plus complexe ? (2/5)

❖ Lien social

- Le parachèvement de la transition démocratique, la consolidation des avancées en matière des droits de l'Homme ainsi que l'accélération des réformes introduites par la Constitution de 2012 (justice, bilinguisme, société civile, identité plurielle...);
- La poursuite de la maîtrise du champ religieux afin d'immuniser la société marocaine contre les courants religieux extrémistes ainsi que la consolidation de l'approche multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme;
- La restauration de la confiance institutionnelle et interpersonnelle;
- La lutte contre les inégalités sous leurs différentes formes par une politique de solidarité économique, sociale, spatiale et générationnelle. La régionalisation avancée en serait un levier essentiel;
- La mise en œuvre d'une politique publique intégrée, spécifiquement dédiée aux jeunes;
- L'intégration de la question migratoire dans les politiques publiques.
- La réforme des médias en vue de renforcer le lien social et de porter le message du Maroc dans le monde;

CONCLUSION

Quelles réponses du Maroc face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain de plus en plus complexe ? (3/5)

❖ **Compétitivité globale**

- La révision du modèle de développement pour améliorer sa viabilité économique et sa soutenabilité environnementale, mais aussi, la stabilité sociale du Maroc dans son ensemble;
- L'accélération de l'émergence du Maroc en tant que hub économique, financier et dans le domaine des transports et, à moyenne échéance, en tant que hub du savoir et de la technologie au plan euro-méditerranéen et africain;
- La saisie des effets bénéfiques de la digitalisation sur l'économie et la société marocaine tout en luttant contre la fracture numérique et les nuisances du digital.

❖ **Capital immatériel**

- Le développement du capital immatériel et de ses composantes tant humaine, sociale qu'institutionnelle;
- Le renforcement du capital humain et la priorité à l'innovation en vue d'en faire le socle de la compétitivité globale du Royaume et de ses régions;
- La réforme de la gouvernance des secteurs directement liés au capital immatériel;
- L'élaboration d'une stratégie de marque Maroc.

CONCLUSION

Quelles réponses du Maroc face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain de plus en plus complexe ? (4/5)

- Pour ce qui est des **priorités externes** du Royaume, il faut mentionner :
 - l'accession du Maroc au rang de pays émergent, à part entière, le renforcement de son rôle de soft power et la mise en œuvre d'une stratégie de partenariat globale, adaptée aux nouvelles réalités géopolitiques;
 - le renforcement du rôle du Maroc en tant qu'acteur important pour la stabilité au niveau régional (africain et arabe) et international (opération de maintien de la paix : ONU; OTAN);
 - l'établissement d'une nouvelle stratégie d'alliances et de partenariats (coopération Sud-Sud, alliances triangulaires en matière de coopération pour le développement, coopération avec les pays émergents...);
 - l'accentuation du rôle de Soft Power du Maroc pour renforcer son positionnement en tant que partenaire crédible de la communauté internationale;

CONCLUSION

Quelles réponses du Maroc face aux transformations internes et aux mutations d'un monde de demain de plus en plus complexe ? (5/5)

- la mobilisation à tous les niveaux du potentiel de l'intégration régionale du Maroc dans les aires d'appartenance (Maghreb, Afrique, Monde arabe, Espace euro-méditerranéen);
 - ✓ la construction du Maghreb autour de nouveaux paradigmes, l'extension de l'influence du Maroc à l'ensemble de l'Afrique et l'élargissement du partenariat avec les pays du Golfe à des secteurs d'avenir;
 - ✓ l'approfondissement de l'intégration du Maroc à son espace euro-méditerranéen, l'élargissement du partenariat avec les pays du Golfe à des secteurs d'avenir et le raffermissement des relations avec les pays émergents;
- La réforme des instruments de la politique étrangère :
 - ✓ l'amélioration du cadre institutionnel de la politique étrangère, incluant, la mise en œuvre d'une diplomatie économique audacieuse, d'une diplomatie culturelle renouvelée et d'une diplomatie climatique influente;
 - ✓ l'opérationnalisation du Conseil Supérieur de Sécurité, y compris le renforcement des stratégies et outils de lutte contre la criminalité internationale et le terrorisme;
 - ✓ la promotion à l'extérieur d'un Islam, prônant la paix et la coexistence entre religions;

MERCI DE VOTRE ATTENTION